



L'EDITORIAL

de Jérôme BUISSON
Secrétaire Général



Eh bien nous y voici ! C'est avec fierté que nous vous présentons le numéro 1 du journal de la section socialiste de Fonsorbes. Cette démarche d'ouverture de notre parti vers l'ensemble de la population constitue une première. Après les changements récents opérés dans notre groupe, il importait de vous informer sur cette section dynamique forte de 150 militants et plus de 300 sympathisants, mais aussi d'inviter celles et ceux qui le souhaitent à s'engager en vue d'un changement radical de société. Sans doute, malheureusement, déplore-t-on aujourd'hui un détachement des citoyens face aux partis politiques qui, il faut bien l'admettre, ont perdu sur certains sujets pas mal de crédit, n'ayant que rarement réussi, quel que soit le bord politique, à apporter des réponses efficaces à des problèmes sociétaux apparus ces dernières décennies. Mais nous, militants socialistes, croyons plus que jamais qu'il est possible de construire un monde plus équitable et humain, où le libéralisme financier non maîtrisé, l'individualisme et la violence représentent les ennemis à combattre unis et donc plus forts. Nous avons à cœur de proposer, à vos côtés, des solutions réalistes et pragmatiques, qui n'excluent aucun d'entre nous, et où le principe d'équité devient la priorité. Et pour ce faire, nous avons besoin d'échanger avec vous, d'écouter vos attentes, à l'écart du seul contexte des campagnes électorales, contrairement à ce qui fut trop longtemps coutume dans le monde de la politique, et ce afin de composer des programmes d'actions en corrélation avec vos attentes et vos besoins. Alors 2011 doit marquer le début d'un partenariat fort entre les Fonsorbaïens et notre section. Dans cette attente, les militants et le bureau vous souhaitent à toutes et à tous la meilleure année possible, et une bonne lecture qui nous le souhaitons vous amènera à participer au débat respectueux et constructif que nous appelons sans arrière-pensées. Car nous avons l'intime conviction que l'attaque et la critique systématiques sont des méthodes désuètes qui fatiguent tout le monde et marginalisent la politique, un mot qui rappelons-le signifie la vie de la cité.

P.2
» Un encadrement jeune
"Un outil de réflexion moderne"

P.3
» Du côté du Département
Sur nos routes avec le Conseil Général
Par Pierre Duplanté

P.4 et 5
» Ce que propose le PS
Pour faire vivre la France qu'on aime

P.6 et 7
» Sur le terrain au quotidien
Radioscopie de la majorité Municipale

Intercommunalité: « Où l'on en est vraiment » Par J.ROUQUET

P. 8
» Sur les bancs de l'Assemblée
Monique IBORRA: "Le PS, un considérable travail d'opposition"



S'indigner et agir!

Par Martin MALVY, président du Conseil régional

L'année qui s'achève a vu le renouvellement du Conseil régional. La confiance très majoritaire que les Midi-Pyrénéens ont accordé à l'équipe que je conduis - notamment les Fonsorbaïens qui ont voté pour nous à plus de 70% - a donné une nouvelle impulsion aux politiques régionales. En quelques mois, par exemple, notre équipe a mis en place l'OrdiLib', un dispositif unique en France permettant aux jeunes qui entrent au lycée d'acquérir un ordinateur portable. 13000 familles, et parmi elles un grand nombre de familles très modestes, en ont bénéficié dès cette rentrée, y compris

à Fonsorbes bien sûr. C'est là une illustration parmi tant d'autres de notre volonté, malgré les contraintes budgétaires qui nous sont imposées, que la région reste le moteur du développement et de la solidarité. La réforme des collectivités locales qu'a imposé le gouvernement en 2010 - à une seule voix de majorité tellement elle a été contestée, y compris par les élus de droite! - va malheureusement mettre en difficulté les régions, vos départements, vos communes. Souhaitons que les échéances électorales à venir soient l'occasion de redresser la barre, dans l'intérêt même du pays. J'ai fait partie en janvier de la

délégation de présidents de régions reçue par le Premier ministre. Nous avons rappelé notre contestation de la réforme territoriale, si dangereuse pour les collectivités locales et donc pour nous tous. En 2011, la devise de notre assemblée sera « S'indigner et agir ». Montrons ensemble notre indignation contre la financiarisation immorale de l'économie et le creusement des inégalités. Je sais que la combative et active section de Fonsorbes, à l'image de mon cher ami et secrétaire Jérôme Buisson, se joindra à nos efforts pour sortir le pays et la région de l'ornière de la crise.

N° 1
1ER SEMESTRE 2011

Directeur de publication:
Jérôme BUISSON

Rédacteurs en chef:
Hamid BENALI,
Muriel BRUZZONE,
Alain BUISSON

Impression:
Imprimerie du Parc

Tiré à 5000 exemplaires

Ne pas jeter sur la voie publique



Sur le web: ps-fonsorbes.fr — mail: ps-fonsorbes@orange.fr
Secrétaire Général: Jérôme BUISSON
06 86 76 04 86 — 10 rue des Chaumes / 31470 FONSORBES

« Un outil de réflexion moderne »

Jérôme Buisson est secrétaire de la section socialiste de Fonsorbes. Elu cet été à une très large majorité par les militants, il succède à Christian Troch qui a transmis le relais au terme d'un long bail à la tête d'une section dynamique, forte de ses 150 adhérents et de ses 300 sympathisants.

Vous avez pris vos fonctions à un moment clé de la vie politique de ce pays et du parti socialiste. C'est une grosse responsabilité.

JEROME BUISSON : Oui, j'ai aujourd'hui la responsabilité d'une des sections parmi les dix plus importantes de Haute-Garonne, ce qui n'est pas rien, et qui compte dans la vie de la cité. Alors que de nombreux rendez-vous majeurs sont inscrits sur l'agenda électoral, j'entends bien que notre section de Fonsorbes

« J'entends bien que notre section s'ouvre au plus grand nombre ».

soit dans les mois et les années qui viennent plus active que jamais et ouverte au plus grand nombre sur l'extérieur. Elle doit être un lieu de réflexion moderne, qui reflète et prend en compte toute la diversité de la population fonsorbaise. La commune a beaucoup évolué démographiquement et sociolo-

giquement. Nous devons, nous socialistes, développer un outil politique encore mieux adapté à cette nouvelle donne. En effet, nous comptons fermement jouer un rôle dans les orientations politiques à venir qui toucheront de près la vie des Fonsorbais, toujours bien sûr aux côtés des élus de la majorité municipale, mais tout en gardant notre rôle d'instance consultative, de force de proposition constructive.

Il semble également se passer quelque chose au niveau des sections du canton, non ?

J.B. : Effectivement. Ce n'est pas par hasard si l'une de nos premières initiatives a été de rassembler les militants socialistes du canton de Saint-Lys, afin de lancer une dynamique fédérée de toutes les sections, une dynamique au service de projets communs réalistes, concrets, avec des moyens mutualisés. Cela s'est traduit dans un premier temps par une réunion commune sur le thème de l'Europe et des sujets d'actualité qui s'est tenue le 24 septembre à Empeaux – un beau succès, dans un bel élan de fraternité. Avoir en notre sein un homme comme Pierre Duplanté, l'un des piliers de la majorité socialiste départementale, constitue évidemment un atout majeur. Son expérience, sa solide connaissance des dossiers et du terrain font de lui un professeur

émérite pour tous les jeunes militants qui émettent le vœu de s'engager sur ce canton, et il y en a.

Quels sont vos projets pour l'avenir immédiat ?

« Un site internet attractif qui permet à tous de s'exprimer, militants ou non ».

J.B. : Nous établirons très rapidement une communication moderne, réactive et ouverte au plus grand nombre, j'y tiens beaucoup. Cela consistera notamment à organiser des débats publics à thèmes, sur des questions qui préoccupent nos concitoyens sans exclusive, des rencontres avec les associations, les forces économiques et bien entendu à tendre la main à tous les partis de gauche locaux. Nous avons lancé récemment un site internet attractif pour ouvrir les échanges à tous ceux et celles qui souhaitent s'exprimer et aujourd'hui la diffusion d'un journal de qualité, non polémique bien qu'engagé, très largement diffusé. L'objectif est de mener ensemble une réflexion sur une politique beaucoup plus juste que celle que le pays subit actuellement au plan national et de prendre les meilleures décisions possibles au plan local.

La commission administrative:



Jérôme BUISSON
Secrétaire Général
38 ans
Conseiller Technique
Politique



Hamid BENALI
Secrétaire Adjoint
Chargé de mission RCE
(Enseignement Supérieur)



Muriel BRUZZONE
Trésorière
Fonction Publique Territoriale

15 autres membres composent le Bureau avec une répartition paritaire, au sein de laquelle on retrouve par ailleurs 6 élus municipaux. Chaque membre aura à terme la gestion d'une commission de travail.



« Un lien avec vous tous »

Par Sébastien Denard, 1er Secrétaire Fédéral de Haute-Garonne

Depuis près d'un an, le Parti socialiste est engagé dans un travail de rénovation de ses statuts. La société bouge, elle est en perpétuelle mutation. Principale formation politique de gauche, nous nous devons de suivre ces évolutions et de les anticiper afin d'être le plus proche possible des citoyens. Les militants du PS ont fait le choix d'ouvrir à l'ensemble des Français se reconnaissant dans les valeurs portées par la gauche le mode de scrutin pour la désignation de notre candidat commun à la présidentielle 2012, un processus de primaires inédit en France. Les sections, que ce soit à Fonsorbes, sur la Haute-Garonne comme dans l'ensemble du pays, organiseront ce vote les 9 et 18 octobre (lire p. 3). C'est un véritable challenge que notre parti et les militants vont relever: lancer l'élection présidentielle par un grand moment démocratique et citoyen, donner rendez-vous aux Français pour préparer avec eux un changement de majorité et de politique en 2012. Cette volonté de rénovation des pratiques politiques s'accompagne d'un travail de propositions et de définition d'un projet ambitieux. La section de Fonsorbes participe à ce vaste chantier et démontre sa proximité avec les besoins et les attentes des citoyens de ce territoire, mais aussi son dynamisme et la qualité de son animation. Ce journal est un lien entre les militants socialistes et vous, pour alimenter le débat. La rénovation passe par la clarté et la créativité, deux qualités que possède cette section.

En route avec le conseiller général



Par Pierre Duplanté
Maire de Fonsorbes
Conseiller général
du canton de Saint-Lys

Parmi ses lourdes missions et compétences, le Conseil général à majorité socialiste auquel j'appartiens gère le deuxième réseau de voirie départementale de France. Cet écheveau de routes



jalonné par 2000 ouvrages d'art s'étire et se tortille sur 6 700 km, ce qui est considérable. 70000 arbres d'alignement, 1000 km d'accotements et 1000 ha de dépendances vertes (terre-pleins centraux, accotements...) entretenus selon des règles particulièrement exigeantes – les élus de Haute-Garonne vont même au-delà de ce que préconisent les prescriptions légales pour préserver le milieu naturel par des méthodes à la fois quasi-scientifiques et soucieuses des deniers publics. Cet effort a peu d'équivalents ailleurs.

Neuf secteurs

Vu l'étendue du département et sa diversité, pour faciliter la tâche des 750 agents qui travaillent dans les différents services concernés, et afin d'être au plus près des administrés et des élus, le territoire a été quadrillé en 9 secteurs. Notre commune de Fonsorbes est rattachée au secteur de Muret. Mais le conseil général franchit la ligne de ses compétences en finançant aussi les travaux d'investissement sur la voirie des communes au moyen d'un outil qui a largement fait ses preuves, le « pool routier ». Une programmation est établie tous les deux ans. Les subventions accordées par le Conseil général sont votées par l'assemblée départementale commune par commune. Sur la période 2009-2010, plus de 48 millions d'euros ont été répartis au titre du pool. Fonsorbes et le canton ont évidemment bénéficié de cette manne.

Les pistes cyclables

Le taux de la subvention tient compte du nombre d'habitants. Le département peut également dispenser des aides pour les travaux d'urbanisation destinés notamment à sécuriser les traversées de routes départementales dans les communes qui le souhaitent par l'aménagement de trottoirs, des bordures, de caniveaux. Il en est de même pour les pistes cyclables comme par exemple celle qui va jusqu'au lycée Clémence

Royer de Fonsorbes. Le Conseil général a subventionné près de 2 km de cet-



Le Lycée Clémence Royer

te desserte de proximité qu'empruntent chaque jour les lycéens en toute sécurité et de très nombreux administrés. Nous allons aménager une deuxième piste entre le village et Bidot.

Les choix des programmes subventionnés s'effectuent dans une totale concertation avec les élus locaux. Chaque année, d'octobre à mi-décembre, sont organisées sur place des réunions « cantonales » où l'on répertorie les attentes des communes, en présence du président Pierre Izard ou d'Alain Bertrand, vice-président délégué à la voirie et des infrastructures et (ou) de moi-même en qualité de président de la 1^{ère} commission, le conseiller général concerné. Là sont examinées les opérations en cours ou à venir sur les voies départementales, les besoins à identifier, jusqu'aux chemins et les cours de ferme.

Primaires pour la présidentielle 2012: le candidat de la gauche désigné en octobre

Le dispositif de primaires inédit en France adopté le 3 juillet 2010 par le Parti socialiste pour la désignation du candidat de la gauche à l'élection présidentielle de 2012 sera pour la première fois ouvert aux non-adhérents. Il s'agit d'une vraie révolution dans les mœurs politiques de l'Hexagone!

Le bureau national du PS a récemment élaboré un calendrier pour ce scrutin.

- Le dépôt des candidatures débutera le mardi 28 juin 2011 et sera clos le mercredi 13 juillet.

- Le premier tour des primaires aura lieu le dimanche 9 octobre 2011 et le second tour le dimanche 16 octobre.

Le projet du PS pour la France sera élaboré par le bureau national mardi 5 avril.

- Le conseil national votera ce projet le samedi 9 avril.

- Enfin, les militants s'exprimeront à leur tour le jeudi 19 mai.

Le texte définitif du projet sera adopté en convention nationale le samedi 28 mai.



Qui pourra se présenter? Côté PS, il faudra être adhérent au parti et obtenir le parrainage de 5% (une vingtaine au total) de députés, sénateurs ou députés européens socialistes, ou bien au choix 5% des conseillers généraux ou régionaux de dix départements. Dernière possibilité: le parrainage de 5% des membres du conseil national du PS (soit 15).

Grande nouveauté: les autres formations de gauche pourront présenter leur candidat.

Le vote sera ouvert à toutes les personnes inscrites au 30 décembre 2010 sur les listes électorales de leur commune, qu'elles soient adhérentes ou non à l'un des partis en course, ou encore les personnes n'ayant pas la nationalité française et les

moins de 18 ans membres de ces formations.

Le scrutin se tiendra dans les mêmes bureaux de vote utilisés pour les élections nationales. On devra s'acquitter d'un euro symbolique minimum (ou plus si on le souhaite) afin de couvrir les frais.

Santé, pensions et solidarité sont nos priorités



Les soins de santé coûtent 50% de plus que ce qu'ils coûtaient en 2001, ce qui oblige un Français sur deux à les reporter, voire à les annuler! Démantèlement des hôpitaux de proximité, sous-effectifs chroniques, taxes médicales, déremboursements, augmentation des forfaits hospitaliers et déficits organisés des comptes sociaux: voilà le vrai bilan de la droite en matière de santé.

Les hôpitaux ne sont pas des entreprises

Nicolas Sarkozy veut que les hôpitaux soient gérés comme des entreprises. L'objectif de ses réformes est simple, c'est la privatisation de la protection sociale dans son ensemble. La santé n'a pas vocation à créer des plus-values et des bénéfices financiers.

Les déficits abyssaux de la sécurité sociale ne sont pas une fatalité, nous l'avons prouvé en rendant ces comptes bénéficiaires en 2002. C'est une question d'ambition et de volonté politique, un enjeu essentiel pour l'avenir d'une protection sociale fondée sur la solidarité entre générations.

Le niveau des pensions versées ne cesse de baisser depuis 7 ans. Un million de retraités vivent sous le seuil de pauvreté tandis que 6,5 millions disposent de revenus inférieurs au SMIC. L'inégalité entre les hommes et les femmes ne se réduit pas.

Le minimum vieillesse revalorisé

Le minimum vieillesse reste de 15 % inférieur au seuil de pauvreté. Les engagements électoraux présidentiels ne sont pas tenus dans ce domaine comme dans les autres.

Sans compter les nombreux retraités qui connaissent des difficultés croissantes pour se soigner, en raison des franchises médicales, de l'accumulation de déremboursements et surtout des dépassements d'honoraires que le gouvernement laisse filer en dépit de ses déclarations. La revalorisation des petites et moyennes pensions et la lutte pour l'égalité d'accès aux soins, sont une priorité pour le PS.

Nos positions sur les

Agriculture raisonnée, environnement respecté

Le développement durable est au cœur de notre projet politique, car ses valeurs sont celles du socialisme.

Nous défendons le principe de social-écologie. Concrètement, nous sommes convaincus de l'urgence d'un changement de modèle de développement, plus sobre, plus efficace et plus juste, qui implique une révolution dans les modes de production mais également dans les comportements des consommateurs. Pour que cette révolution puisse se concrétiser, les plus pauvres ne doivent pas payer les comportements irresponsables des industriels du CAC 40.

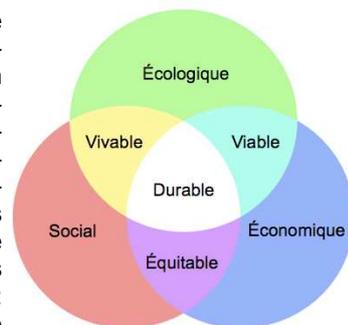
Les élus locaux socialistes sont les premiers écologistes de France ! Dans leurs actions quotidiennes, les collectivités territoriales socialistes, mairies, départements, régions, sont à la pointe de la révolution écologique.

Approfondissement de la démocratie à chaque échelon de décision, soutien à l'économie sociale et solidaire, soutien financier des programmes de

recherche, construction de logements économes en énergie, programme de réduction des gaz à effet de serre, normes HQE (Haute Qualité Environnementale) pour la construction des bâtiments administratifs, promotion des circuits courts, soutien à l'agriculture bio, protection des ressources naturelles et de l'écosystème: ce sont autant d'actions que nous menons depuis de nombreuses années, dictées par notre attachement aux principes d'un développement économique durable, créateur d'emplois, de richesses et de progrès sociaux.

Mais l'urgence, c'est la coopération Nord-Sud. Car ce sont les pays du Sud qui payent aujourd'hui chèrement nos choix économiques. Pour sortir de cette crise, les pays riches doivent contribuer fortement aux investissements qui permettront aux plus pauvres de bénéficier d'une croissance durable.

Nous militons pour le développement d'une agriculture raisonnée et respectueuse



de l'environnement.

Mais cette révolution agricole ne pourra être menée qu'avec le soutien actif des agriculteurs. Ils ne veulent plus du productivisme acharné. Ils souhaitent vivre dignement de leurs cultures. La sécurité alimentaire est au cœur de leurs préoccupations. Mais ils ont besoin de l'aide de l'Etat et de l'Europe dans un marché dérégulé par les droites au pouvoir en Europe et la spéculation qui touche de plein fouet les petits exploitants. Il faut définir une autre répartition des aides et des soutiens aux exploitants pour leur permettre de changer de mode de production.

Le parti des vrais entrepreneurs



Les causes de la crise sont connues: dérégulation, productivisme, spéculation. Et ce sont les plus modestes qui en payent le prix.

Les socialistes ont fait le choix de l'action: 56 milliards d'euros ont été mobilisés pour la relance par les collectivités locales socialistes: soutien à la consommation, aides directes aux plus modestes et protection des salariés. Au total, deux fois le montant du plan de relance du chef de l'Etat! Le Gouvernement a abandonné les PME dans la crise et favorisé les spéculateurs. Pendant ce temps, c'est le

PS, grâce aux régions, qui a soutenu les PME. Nous sommes le parti des vrais entrepreneurs!

Nous dénonçons l'abandon de toute stratégie industrielle nationale et européenne imposée par Nicolas Sarkozy. Depuis près de sept ans, notre tissu industriel tombe en lambeaux sans que le gouvernement n'agisse. Les fonds de pensions sont autant de prédateurs que l'UMP laisse dépecer nos entreprises.

Le PS veut que l'Etat se donne enfin les moyens d'une politique industrielle d'envergure. Notre économie a besoin de champions industriels européens et Français, d'une industrie de pointe qui créeront nos emplois de demain! L'Etat, l'Europe et les régions sont les échelons pertinents pour impulser une telle stratégie, tant en termes de financements, de soutiens à la recherche et au développement. Nous préparons notre projet avec de nombreux responsables d'entreprises afin qu'il soit en adéquation avec les exigences de la compétition économique et les attentes des salariés.

Enfin, l'impôt reste pour nous un outil essentiel pour mieux répartir les richesses. A ce titre, l'action du gouvernement est profondément révoltante.

Notre révolution fiscale passera par la progressivité à tous les échelons de l'impôt, par une imposition plus équilibrée entre capital et travail, enfin par une transparence totale de l'utilisation de l'argent public.

Emplois et salaires « fortifiés »



Chacun doit pouvoir trouver un emploi pérenne et sécurisé qui lui garantisse une rémunération juste.

Nous nous battons pour porter un projet essentiel à nos yeux :

la Sécurité Sociale Professionnelle, l'outil indispensable pour garantir à chacun les moyens de progresser dans sa carrière. Il faut donc repenser les parcours professionnels à l'échelle d'une vie : une formation initiale de qualité, une insertion professionnelle correspondant à ses attentes, mais aussi organiser et pérenniser les droits à la formation continue pour que les périodes de chômage soient des périodes utilisées pour se former. La crise ne dissuade pas le chef de l'Etat de continuer à détruire la protection sociale. Le PS propose :

L'urgence salariale, notre priorité. Pour soutenir le pouvoir d'achat, face aux salaires totalement insuffisants, nous demandons une conférence avec les partenaires sociaux pour aboutir à un accord sur l'augmentation des salaires.

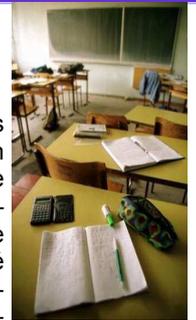
«Travailler mieux pour vivre mieux». Explosion de la précarité et pratiques managériales agressives : les conditions de travail se détériorent, les drames se multiplient, et les maladies professionnelles explosent. Nous proposons :

Lutter pour l'emploi et contre le chômage. Le coût de la défiscalisation des heures supplémentaires représente l'équivalent de 100.000 emplois. Les carnets de commandes des entreprises se vident car les Français n'ont plus les moyens de consommer. Pour sortir la France de la crise, nous demandons :

- l'embauche de **100 000 emplois aidés supplémentaires sur trois ans** orientés vers la protection de l'environnement et le développement durable, pris en charge à 75% par l'État.

- La négociation d'**accords collectifs de branche dans le bâtiment et l'automobile**, pour créer des dispositifs temporaires de retraite anticipée, prenant en compte la pénibilité du travail.

L'école de demain



Le Parti socialiste a toujours mis le savoir, l'émancipation et l'autonomie au cœur de ses choix en matière d'éducation et de culture. La droite a réduit le principe d'égalité républicaine à un vague souvenir. Nous voulons lui redonner tout son sens.

L'égalité réelle passe avant tout par la lutte contre les reproductions sociales : nous devons tout faire pour que l'enfant d'ouvrier puisse choisir son avenir, et faire les mêmes études dans les mêmes conditions, partout en France.

La droite détruit l'Education Nationale : suppression de la carte scolaire, disparition de dizaines de milliers de postes de professeurs, précarisation du corps enseignant. Notre ambition est de la rénover profondément.

Cette rénovation ne pourra avoir lieu qu'avec l'aide et le soutien de ceux qui la font vivre au quotidien : les enseignants et les professeurs qui remplissent une mission chaque jour plus difficile. Avec eux, nous ouvrirons un grand débat démocratique pour faire émerger l'école de demain.

Tout commence par des moyens à la hauteur des enjeux. Nous ne voulons plus de ces fermetures de classes arbitraires, nous voulons des classes à taille humaine où le professeur peut détecter et accompagner les élèves en difficulté.

Tout comme l'éducation, la culture est au cœur de notre vision de la société. C'est l'élément vital d'une civilisation, ce qui fait son âme et ce qui lui donne corps. Pour cela, nous défendons une culture pour tous, qui permette de s'ouvrir aux autres, de partager des moments de vivre-ensemble en famille ou entre amis.

Logement: un plan d'urgence

Le PS compte dans ses rangs de nombreux élus militants qui renforcent leurs échanges avec les réseaux professionnels, associatifs et syndicaux impliqués, comme eux, dans les enjeux de solidarité et de développement urbain.

Le bilan désastreux du Comité Interministériel des Villes, les attaques en règle menées contre le monde associatif, les différentes tentatives de réduire un peu plus la solidarité entre territoires sont autant de signaux négatifs qui nous interpellent.

Les questions de solidarité urbaine reviendront violemment au cœur de l'actualité. Et ce ne sont pas les quelques annonces du «plan espoir banlieues» qui permettront une réelle action de solidarité urbaine.

Le PS a présenté son «plan d'urgence contre la crise», des réponses immédiates et équilibrées pour protéger au mieux les Français des graves conséquences. Nous avons proposé des mesures urgentes pour limiter la crise du logement : gel des loyers, revalorisation des aides au logement. Il faut relancer l'investissement et notamment, l'investissement public, la mise en chantier de 300.000 logements sociaux sur les deux prochaines années et la restauration d'une relation de confiance entre l'Etat et les collectivités locales. Ces actions urgentes sont absolument nécessaires pour construire un nouveau modèle économique et social. L'ensemble du système est à revoir. Il faut d'abord des mesures d'urgence et un plan à moyen terme, sur lequel nous travaillons, avec les élus, les militants, les associations, tous ceux pour qui la solidarité et le développement urbain sont une priorité.



Une société plus juste

Droits des femmes, lutte pour la démocratie partout et pour tous, combats contre la politique migratoire du Gouvernement, lutte contre toutes les discriminations: autant de valeurs et d'idéaux qui font l'identité d'un socialiste.

Nos combats sont ceux qui ont fait de la France le pays des Droits de l'Homme. La politique xénophobe et haineuse de l'UMP a brisé cet héritage.

Notre ambition est de refonder une République où notre devise « Liberté, égalité, fraternité » pourra enfin se concrétiser. A celle-ci, nous ajoutons la laïcité et la solidarité parce que ce sont deux principes fondamentaux et indispensables pour une société plus juste, où chacun puisse s'épanouir.

Nous sommes présents à chaque fois que nous le pouvons auprès des mouvements sociaux et associatifs qui luttent pour la défense et la conquête de nouveaux droits.



Le combat contre toutes les discriminations est fondamental pour le PS. Parce qu'il n'y a pas de République sans égalité de traitement, nous avons toujours placé cette exigence en priorité dans notre pratique du pouvoir mais aussi, dans nos projets.

Quand nous étions au pouvoir, nous avons fait voter un certain nombre de lois garantissant que chaque discrimination soit sévèrement sanctionnée. Aujourd'hui, nous nous battons au quotidien pour faire appliquer ces lois et pour que tout le monde ait un égal accès à l'emploi, au logement, ou aux services publics, sans être jugé ou désavantagé par sa couleur de peau, sa religion, son handicap, son orientation sexuelle ou tout simplement son genre.

Radioscopie de la majorité municipale



Christian Troch*, président du groupe majoritaire de gauche au conseil municipal de Fonsorbes, explique comment son équipe fonctionne.

Quel est le rôle du président de groupe ?

« Le conseil municipal est composé d'hommes et de femmes d'horizons sociaux, de sensibilités politiques et de personnalité différents, y compris parmi les 21 socialistes qui incarnent tous les courants de pensée du PS, des libéraux aux anticapitalistes, auxquels s'ajoutent 2 communistes. L'opposition compte quant à elle 10 membres. Mon rôle est un peu celui d'un chef d'orchestre. J'harmonise les débats, j'accorde les violons, tant aux plans politique qu'humain, ce qui n'entre pas dans le registre du maire. Mais cette diversité, cette ouverture d'esprit dirai-je, est une richesse pour une assemblée. »

Les garants de la proximité

« Un conseil municipal applique localement la politique du gouvernement, ce qui tourne au cauchemar avec l'avalanche de mesures réactionnaires qui nous tombe dessus depuis l'élection de Sarkozy. Nous devons sans cesse analyser les conséquences de cette politique sur la vie locale et celle des familles qui résident sur la commune et essayer de trouver une parade. On ne dira pas assez combien, par exemple, la réforme des collectivités locales va pénaliser lourdement nos administrés. Les ménages vont désormais devoir pallier l'absence de l'impôt sur les entreprises qui n'entre plus dans les caisses municipales. Les administrations de proximité disparaissent les unes après les autres. Ce sera bientôt au tour de l'antenne de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de Plaisance-du-Touch. Résultat, de nombreuses personnes déjà fragilisées rencontreront des difficultés supplémentaires pour faire valoir leurs droits. En s'acharnant à affaiblir nos moyens, le gouvernement nous conduit contre un mur ».

La parole aux administrés

« L'équipe municipale ne représente forcément par son nombre qu'une partie de la population. Afin de maintenir le contact avec nos administrés et leur donner la parole, nous avons mis en place des commissions extra-municipales ouvertes à des non-élus. Des comités de quartier, notamment, sont associés aux décisions et aux votes du conseil qui les concernent au plus près sur leur lieu de vie. Citons encore « l'agenda 21 » sur l'environnement, la commission sur les antennes relais, les réunions de présentation du plan local d'urbanisme (PLU)... ».

L'accès au logement

« Une projection dans le futur, jusqu'en 2020, laisse prévoir que Fonsorbes atteindra alors 15000 habitants. Mais il est à craindre que la cherté du foncier et la stagnation des revenus des travailleurs salariés freinent l'installation d'une population plus jeune dans les années à venir. Il y a une forte demande domestique, mais aussi de l'extérieur, Fonsorbes étant attractive, une « terre d'accueil et de bien-être » pour reprendre l'expression du maire. Mais le groupe majoritaire municipal refuse que seules les familles aux revenus élevés puissent faire construire ou louer sur notre commune. D'où notre politique qui permet par le biais de lotissements communaux d'offrir des terrains à des prix inférieurs à ceux du marché privé. Concernant le locatif, nous avons construit plus de 300 logements sociaux qui permettent à de jeunes Fonsorbais d'obtenir des appartements très corrects moyennant un loyer abordable. Il en manque encore autant, mais nos efforts dans ce domaine ne s'arrêteront pas là, évidemment. »

Les associations bien équipées

« Le tissu associatif de Fonsorbes, très développé et varié, bénéficie d'équipements permanents de qualité, mais toujours en besoin du fait de la demande croissante. Il couvre tous les secteurs, sportifs, culturels, sociaux. La dernière grosse réalisation, des courts de tennis couverts, est en cours de construction. Le conseil municipal a établi un quotient familial qui apporte une meilleure équité entre familles fonsorbaïses pour le paiement de la restauration scolaire, en fon-

tion des revenus des parents. Un barème se décline sur six niveaux. Une étude de la CAF a révélé que plus de 700 familles vivent en-dessous du seuil de pauvreté sur la commune. Nous ne pouvons pas rester passifs face à cette situation. »

Les négociations pour l'intercommunalité

« La réforme des collectivités territoriales imposée par Sarkozy, nous oblige à rejoindre une structure intercommunale, sous peine d'être intégré de force à une intercommunalité quelconque par le préfet, qu'elle nous convienne ou non. Le groupe de la majorité municipale a donc effectué le tour des différents regroupements existants susceptibles d'accueillir Fonsorbes, ce qui nous a conduits sur la piste de la Communauté d'agglomération du Muretain, la Cam. Cette éventualité, doit-on dire puisque rien encore n'a été décidé officiellement, a eu notre préférence parce que la Cam offre aux populations qu'elle dessert les prestations recherchées par Fonsorbes. Mais l'affaire est encore loin d'être finalisée. Des négociations et un travail de réflexion sont en cours afin que notre commune trouve sa place au sein de la Cam au mieux des intérêts de nos administrés à partir de 2012. »

La grosse question des ressources futures

« La réforme des collectivités territoriales ajoutée à celle de la fiscalité locale, avec la suppression de la taxe professionnelle qui leur était jusque-là versée, va soit paralyser l'action des communes mais aussi faire porter l'essentiel de l'imposition locale sur les ménages. Nos partenaires financiers traditionnels, le conseil général et la région, sont condamnés à réduire sensiblement le volume des subventions attribuées aux collectivités locales. Or ces apports contribuaient largement au développement des équipements communaux, singulièrement à Fonsorbes grâce à Pierre Duplanté qui est un habile chasseur de subventions. C'est très inquiétant pour l'avenir, alors que nous avons sous le coude un très gros dossier, celui des transports en commun, un domaine où notre secteur de l'Ouest toulousain est fortement déficitaire. »

Des amitiés de poids

« Je suis fier d'être à la tête de cette section très motivée », dit Jérôme Buisson. « Je ne cache pas non plus qu'avoir le soutien et l'amitié de poids lourds du PS comme Martin Malvy, le président de Région, Pierre Izard, président du conseil général, la députée Monique Iborra, les sénateurs Jean-Jacques Mirassou et Bertrand Auban, sans oublier mes amis dans divers partis de gauche est une force inestimable dont Fonsorbes et le canton ne peuvent que bénéficier. »



Portrait d'un militant

Christophe Mailhé «pour faire de la politique autrement»

Christophe Mailhé, 39 ans, papa

de deux enfants, a adhéré à la section socialiste de Fonsorbes, où il réside, voici un an environ. Il indique les raisons de son engagement et ses attentes de militant.

« Je n'avais jusque-là jamais appartenu à une formation politique, mais par contre j'étais très engagé dans la lutte syndicale, l'antichambre du militantisme politique, une bonne école en tout cas. Lorsqu'on a ferraillé durant des mois avec les camarades pour arracher les plans sociaux à la direction de Freescale, on en sort plus fort, avec une envie féroce de se battre contre les injustices. Mon père

était professeur dans le Tarn et ma mère ouvrière: avec un tel pédigrée, je ne risquais pas de m'égarer à droite. Je m'implique à fonds aujourd'hui aux côtés des camarades de cette section que j'ai rejoint par affinités personnelles avec certains membres de la jeune vague. J'attends que l'on fasse de la politique autrement, que nous propositions au sein du Parti socialiste des idées à même de satisfaire tous les Français, du plus bas au plus haut de l'échelle sociale, que l'on y parle vrai des vrais problèmes, bâtir l'avenir sans renier ou insulter notre passé comme le pouvoir actuel s'y emploie. »

Intercommunalité: où l'on en est vraiment

Avec Jacques Rouquet*

C'est incontestablement « le » sujet de l'année à Fonsorbes. Fin 2011, notre commune devrait entrer dans l'ère de l'intercommunalité en adhérant à la Communauté d'agglomération du Muretain, la CAM. Une union qui a déjà provoqué beaucoup de réactions, de commentaires, de rumeurs, en tout cas de questions avant même d'être officialisée sur un parchemin et que les négociations s'engagent plus avant. Il convenait donc ici d'informer précisément tous les administrés sur le pourquoi, le comment et l'avancement de la démarche entreprise par la municipalité.

L'échec de 2002

Pourquoi se rapprocher de la CAM ? Pour bien comprendre, rappelle Jacques Rouquet *, il faut remonter à 2002. L'intercommunalité était déjà dans l'air du temps et une autre solution se présentait avec l'opportunité de créer une structure comprenant les 11 communes du canton. Le dossier était quasiment bouclé, mais, rapporte l' élu, « l'affaire capota au dernier moment, le maire de Saint-Lys de l'époque décidant subitement d'adhérer plutôt à la CAM ». Patastras, tout tombait à l'eau, alors que les terrains destinés à la construction du siège de l'intercommunalité cantonale étaient retenus sur le territoire de Saint-Lys, à l'instigation notamment de Pierre Duplanté qui prit cette volte-face comme une trahison et en conserve un vif ressentiment.

L'échec imputable à la dé-

fection tardive d'un « coéquipier » sur onze affecta tellement les autres municipalités du canton que l'on n'entendit plus reparler du dossier jusqu'en 2008, plus exactement la campagne des cantonales durant laquelle notre candidat socialiste Pierre Duplanté en fit l'une de ses priorités. Et puis voilà qu'une réforme assassine tombait sur la tête des collectivités territoriales et précipitait Fonsorbes dans l'obligation de se joindre à un groupement. Saint-Lys s'était entre temps



donné une autre équipe municipale, ouverte celle-là à un système d'intercommunalité cantonal, mais elle ne pouvait pas se retirer de la CAM avant 2015. Trop tard, puisque la nouvelle loi impose d'être « à jour » dès juin 2013, sous peine d'un « mariage forcé » avec des partenaires choisis par le préfet.

Un projet ambitieux

Fonsorbes prit donc contact avec les intercommunalités limitrophes existantes, Axe Sud (agglomérée autour de Frouzins, Seysses, Roques) et la Save au Touch (autour de Plaisance). Cette dernière offrait en prime une logique économique, Fonsorbes étant

impliquée dans le syndicat de développement économique le Sidexe, chargé de l'aménagement de la zone d'activité de la Ménude. Mais il fut alors impossible de trouver un terrain d'entente, les entretiens butant notamment sur les questions de la forte différence de taxes d'enlèvement des ordures ménagères et plus encore de la reprise du personnel, ceci malgré les bonnes volontés et les affinités politiques.

Un grand pôle futur

« Dès lors, poursuit Jacques Rouquet, il ne nous restait plus que la piste de la CAM à explorer. Et je tiens à préciser que, contrairement à ce qui fut colporté ici et là, si nous n'avons pas dès le début envisagé l'option muretaine, ce n'est pas simplement pour des raisons politiques (NDLR : Muret et la CAM étant alors gérées par une majorité UMP), mais parce que le projet de la CAM ne semblait pas à l'époque convenir à notre vision initiale de l'intercommunalité. Et si nous avons modifié notre opinion vis-à-vis d'elle, ce n'est pas uniquement parce que nous nous trouvons aujourd'hui face à des élus du même bord politique, mais qu'après consultation avec eux, un projet des plus ambitieux semble se dégager à long terme, qui déboucherait sur la constitution d'un véritable pôle territorial, aux portes du Grand Toulouse et frontalier avec le Sicoval qui gère Labège-Innopole dans le Sud-Est toulousain. »

*** Jacques Rouquet est premier adjoint au maire et président du Sivom.**

Le Sivom passera la main fin 2011

Fin 2011, une page d'histoire locale se refermera avec la disparition du Syndicat à vocations multiples, le Sivom du canton de Saint-Lys. Il aura alors 22 ans d'existence. En octobre 1989, Fonsorbes se regroupait avec ses voisins de Fontenilles, Lamasquères, Cambernard, Sainte-Foy-de-Peyrolières, Bragayrac, Saint-Thomas, Empeaux, Saiguède, Bonrepos-sur-Aussonnelle et Saint-Lys dans un établissement public de coopération intercommunale.

Ordures ménagères, crèches...

Le Sivom allait vite tenir un rôle essentiel dans la vie quotidienne des habitants en assurant la collecte et le traitement des ordures ménagères dans un premier temps, auxquels s'ajoutaient par la suite crèches, portage des repas à domicile pour le troisième âge, gestion du matériel, de la voirie et de l'hydraulique agricole, centres de loisirs ou encore (1996) l'ouverture d'une déchetterie.

Il faut rappeler ici qu'une loi venait d'assouplir sensiblement ce type de rapprochement, les communes pouvant désormais choisir « à la carte » les responsabilités qu'elles souhaitaient déléguer. Jusque-là, chacun se débrouillait souvent seul chez lui, jaloux de ses prérogatives, alors que les municipalités devaient faire face à des obligations et à des charges financières exponentielles liées à l'explosion démographique et à la décentralisation. Les Sivom connurent alors un certain succès en raison de leur relative malléabilité.

L'environnement

Le Sivom possède ses moyens propres en personnel et en matériel, ce qui lui donne la possibilité de réaliser lui-même de nombreux travaux en régie. Pour les grosses réalisations, une commande groupée permet généralement d'obtenir des avantages conséquents auprès des entreprises, des coûts moins élevés et de meilleures conditions de réalisation notamment.

Aujourd'hui, le Sivom de Saint-Lys originel est bien loin. Des onze communes fondatrices, il n'en reste que cinq, Saint-Lys, Fonsorbes, Fontenilles, Cambernard, Bragayrac, le dernier retrait en date étant celui de Sainte-Foy-de-Peyrolières, le 14 octobre 2010. Présidé par Jacques Rouquet, premier adjoint municipal de Fonsorbes, cette grosse structure emploie 125 personnes. Mais le moment est donc venu de tourner la page.



« En finir avec les attaques »

Pour en revenir à la CAM, il faut souligner que Fonsorbes représente la deuxième force économique et démographique qui, si nous l'intégrons, réunira 75000 habitants, ce qui n'est pas rien, dont près de 20% seraient des Fonsorbais.

Jacques Rouquet remet les pendules à l'heure : « Je réponds une fois pour toutes aux attaques et aux rumeurs concernant le devenir de la mairie de Fonsorbes et singulièrement sur celui du personnel: elles ne sont que supputations. Nous n'en sommes qu'au stade de la négociation politique et technique et des premiers échanges entre les administrations de la CAM, du Sivom et de la mairie de Fonsorbes. Il convient rapidement de faire valoir notre volonté politique au travers d'un vote en Conseil municipal, puis l'assemblée communautaire de la CAM devra prendre une délibération avant fin juin pour nous intégrer ou pas. S'avancer aujourd'hui serait dangereux, voire une manipulation de l'opinion publique. Je souhaite enfin en tant que président du Sivom qui est appelé à disparaître pouvoir compter sur la commune de Fontenilles, afin d'étendre ce projet au canton et de préparer au mieux la disparition du syndicat sur le plan financier, avec en fonds majeur la question de la déchetterie et des crèches ».

Monique Iborra : « Le PS travaille énormément »

Monique Iborra, députée de la sixième circonscription à laquelle appartient Fonsorbes, suit avec beaucoup d'intérêt la vie de notre section, de notre commune et du canton. Entretien.

Cette année 2010 a été très agitée aux plans politique et social. Qu'en retiendrez-vous ?

MONIQUE IBORRA : Cette année 2010 aura brutalement remis les idées en place de ceux et celles qui, en France, confondaient la gauche et la droite: éh bien non, ce n'est vraiment pas la même chose, on le vérifie tous les jours. Qui peut encore en douter aujourd'hui dans ce pays? La politique de Sarkozy et de l'UMP s'apparente surtout à une entreprise de démolition massive des acquis sociaux et des services publics institués par leurs prédécesseurs, sous le couvert de réformes prises à la va-vite. Même s'ils s'en défendent, leurs lois sont essentiellement dictées par des considérations idéologiques très marquées à droite, imposées sans concertation aux Français malgré un fort rejet, et sont totalement inopérantes. Prenons le cas des retraites.

Il fallait entreprendre une réforme, personne n'a jamais dit le contraire, surtout pas nous, mais les mesures inefficaces que des millions de personnes ont dénoncées dans la rue – où nous nous étions à leurs côtés - n'apportent qu'une injustice de plus. Les discours ne sont pas en accord avec les actes. Regardez ce qui se passe en matière de sécurité: alors qu'ils se déclarent à tout bout de champ très préoccupés par ce problème, ils réduisent sensiblement les moyens de la police; idem pour l'Education nationale où l'on supprime des milliers de postes. Quelle incohérence ! La réforme sur la formation des maîtres est catastrophique, comme celle des collectivités territoriales. La liste est longue des mauvais choix. On pourrait encore rappeler les manipulations du ministre de l'Intérieur qui ont beaucoup choqué l'opinion dans l'affaire des Roms. Ce gouvernement de droite a épousé l'idéologie du Front national. Et notre rôle d'opposants est de dénoncer tout cela.

Le Parti socialiste a-t-il, comme le disent ses adversaires, été absent du débat politique?

MONIQUE IBORRA : Absolument pas, au contraire! Le PS a réalisé un énorme et indis-

pensable travail d'opposition, à l'Assemblée en particulier. Je peux en témoigner, m'y étant moi-même beaucoup engagée. Nous avons proposé un nombre considérable de projets de loi, d'amendements et de résolutions que la droite a systématiquement repoussés. J'ai personnellement présenté une trentaine de projets de lois.

Avant même que le gouvernement sorte son projet sur les retraites, nous avons présenté le nôtre, mais il a été ignoré par la majorité, comme tant et tant d'autres. Et ce n'est pas faute d'avoir fait une résistance acharnée. Avec mes collègues de gauche, nous avons



ferraillé durant des nuits entières. Lors du débat sur la loi de finances, 40 amendements présentés par les députés socialistes ont « disparu » dans un tour de passe-passe, une procédure dont la droite a le secret.

Au plan national, le PS a largement consulté ses militants à l'occasion de conventions dont les textes définitifs serviront de base au programme du futur candidat socialiste en matière d'éducation, d'égalité, de relations internationales, de développement économique, social et écologique... Que faut-il faire maintenant pour convaincre les Français d'y adhérer ?

MONIQUE IBORRA. : Les militants comme l'ensemble des Français attendent maintenant de savoir par qui ces idées issues des conventions seront portées. Les gens veulent à la fois connaître le contenu du projet pour

vérifier s'il correspond à leurs espérances nombreuses et précises, mais aussi son incarnation, celui ou celle qui le portera, avant de forger leur opinion définitive. Ma deuxième remarque, c'est que si la maison socialiste a beaucoup réfléchi et débattu en interne à tous les étages pour trouver des solutions aux grands problèmes d'aujourd'hui, le fruit de ces travaux est insuffisamment diffusé vers l'extérieur.

Il convient maintenant d'encourager les sections à communiquer le plus largement possible dans des débats publics, des rencontres informelles et ouvertes, genre cafés citoyens. Nous avons tant de choses à dire aux Français et tant à écouter ce qu'ils pensent, eux. Dans une période comme celle-ci, on ne doit pas s'arrêter aux problèmes purement locaux, qui concernent certes nos concitoyens au premier chef. On ne peut pas faire l'impasse sur les grands sujets nationaux. Les gens doivent savoir que nous avons des idées solides y compris sur l'emploi, qu'il existe des solutions. Nous entendons combattre toutes les formes d'inégalité qui les révoltent et dont beaucoup souffrent. Tout le monde doit bénéficier des mêmes chances au départ, ce qui passe essentiellement par une politique différente de la famille, de l'éducation. Les classes moyennes éprouvent de plus en plus des difficultés elles aussi, accablées par la politique de Sarkozy qui privilégie surtout les classes très favorisées.

Parlez-nous de la section de Fonsorbes qui se trouve dans votre circonscription.

Cette section que je connais bien et que j'apprécie est dirigée par un garçon jeune, ce qui est très important dans l'optique du renouvellement de notre parti. Jérôme Buisson et son équipe apportent du sang neuf et une approche de leur rôle pleine de fraîcheur. Ils ont en outre compris que la rénovation ne consiste pas à enterrer les anciens.

Au contraire, ceux-ci tiennent toute leur place dans ce groupe. Une bonne rénovation, c'est celle des idées et des méthodes. Je salue chez Jérôme une flamme communicative, une volonté et le sens d'aller vers les autres, d'agréger autour de lui, vertu qu'il insuffle à son entourage. Il réalise un excellent travail sur ce canton de Saint-Lys qui trouve une identité, une cohérence territoriale au niveau du PS, avec la complicité de la déléguée cantonale Fabienne Vitrice, autre jeune figure socialiste. Se rejoignent ici intérêts locaux et intérêts nationaux, ce que je ne peux qu'encourager.

Nous contacter

Site internet: www.ps-fonsorbes.fr

E-mail: ps-fonsorbes@orange.fr